

## Aux Antilles-Guyane, le marché du travail est en repli au second trimestre 2013

*L'emploi salarié marchand aux Antilles-Guyane est en repli au second trimestre 2013, après l'amélioration du premier trimestre. La Guadeloupe et la Martinique retrouvent leur niveau d'emploi du quatrième trimestre 2012. La Guyane enregistre un ralentissement mais conserve un niveau d'emploi élevé.*

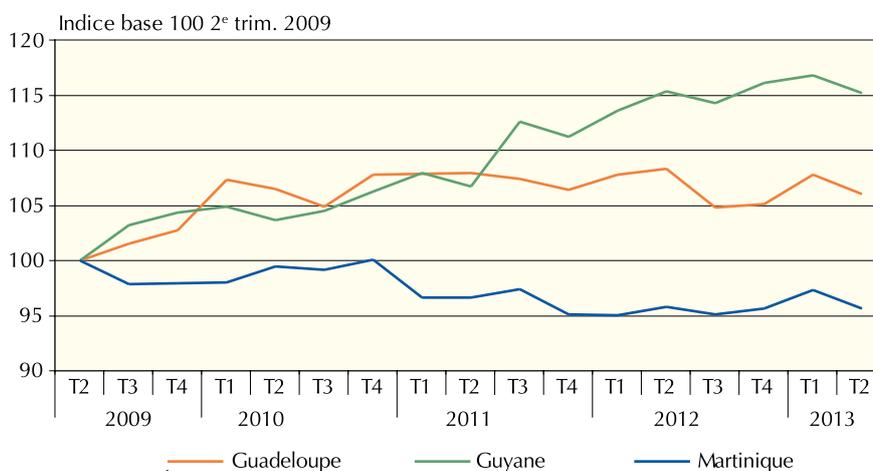
Effectifs départementaux de l'emploi salarié au 30 juin 2013

	En milliers et %											
	Industrie			Construction			Tertiaire marchand			Total		
	Effectifs	Évolution Trim	Glissement annuel	Effectifs	Évolution Trim	Glissement annuel	Effectifs	Évolution Trim	Glissement annuel	Effectifs	Évolution Trim	Glissement annuel
Guadeloupe	9,0	-1,2	0,6	7,9	2,4	1,1	49,0	-2,4	-3,1	66,0	-1,6	-2,1
Martinique	8,6	-0,2	2,0	6,3	-2,7	-1,1	48,7	-1,8	-0,4	63,6	-1,7	-0,2
Guyane	4,4	0,7	4,0	4,6	-1,3	2,2	18,1	-1,9	-1,7	27,1	-1,4	-0,2
Total	22,1	-0,4	1,8	18,8	-0,3	0,8	115,8	-2,1	-1,8	156,7	-1,6	-1,0

Note : l'évolution en glissement annuel rapporte les effectifs du 30 juin 2013 aux effectifs du 30 juin 2012.

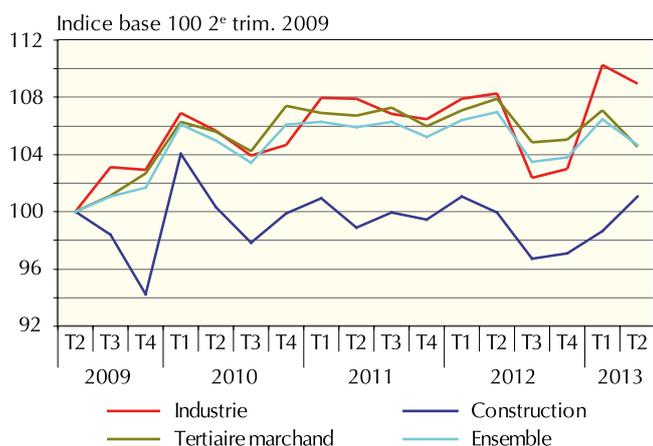
Source : Insee, Épure.

Évolution trimestrielle de l'emploi salarié marchand par département



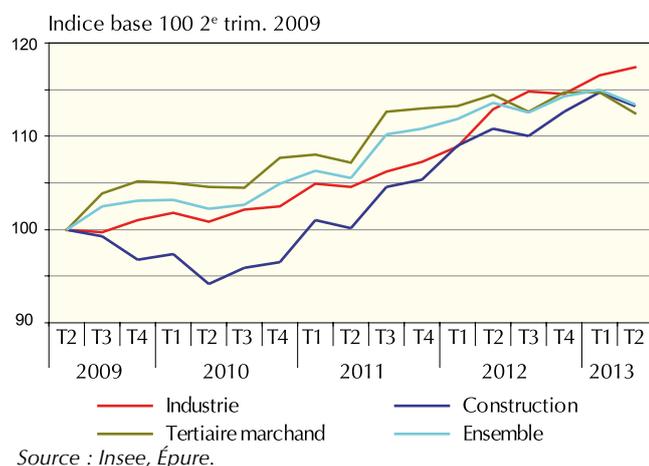
Source : Insee, Épure.

## Évolution de l'emploi salarié marchand en Guadeloupe



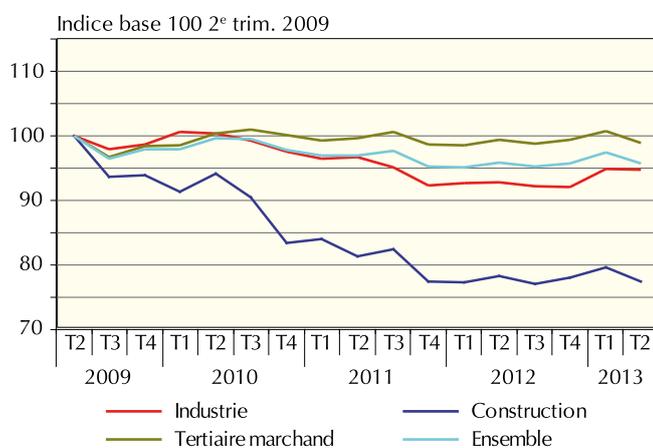
En **Guadeloupe**, l'emploi salarié recule de 1,6 % par rapport au premier trimestre 2013 pour retrouver le niveau de la fin de l'exercice 2012. En glissement annuel, le repli est de 2,1 %. Ce recul est principalement lié à la chute de - 14 % du secteur des « autres activités de service » et en particulier du sous-secteur des organisations associatives. L'hôtellerie et la restauration pèsent aussi dans ce mauvais score, avec un repli de 4,9 %, naturellement corrélé à la fin de la haute saison touristique. Le commerce recule de 2,4 % sur un an. A l'inverse, l'industrie extractive, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution progresse de 3,7 % sur une année. La construction enregistre un regain d'activité avec une progression de l'emploi de 2,4 % par rapport au premier trimestre et 1,6 % en glissement annuel.

## Évolution de l'emploi salarié marchand en Guyane



En **Guyane**, l'emploi salarié décroît de 1,4 % entre le premier trimestre et le second trimestre 2013. Avec une chute de 14 % sur un trimestre, les « autres activités de services » contribuent en majorité à ce coup d'arrêt. Sur un an, la baisse est faible (- 0,2 %). L'industrie n'est pas impactée (+ 0,7 % sur un trimestre), au contraire de la construction ou du tertiaire marchand. Les sous-secteurs du tertiaire marchand affichent des situations disparates : l'emploi affecté aux activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien est en recul (- 1 %), tout comme celui du commerce (- 0,4 %), et du transport et entreposage (- 1,5 %). A l'inverse, le secteur de l'hôtellerie et de la restauration reste stable sur un trimestre et affiche une progression de 2,9 % en glissement annuel.

## Évolution de l'emploi salarié marchand en Martinique



En **Martinique**, la progression de l'emploi salarié au cours du premier trimestre 2013 ne se confirme second trimestre. En effet, l'emploi salarié enregistre une baisse de 1,7 %, même si le recul est faible en glissement annuel (- 0,2 %). Cette baisse provient d'un net repli du sous-secteur des organisations associatives ainsi que du recul naturel du secteur de l'hôtellerie et de la restauration après le pic lié à la haute saison touristique (- 6,4 %). L'emploi dans le secteur de la construction s'est amélioré sur une année (+ 2,2 %), mais est en recul par rapport au premier trimestre (- 1,3 %). Les activités scientifiques et techniques affichent une configuration similaire (+ 3,2 % en glissement annuel, - 1,5 % sur un trimestre). A l'inverse, un repli en glissement annuel est observable dans le secteur du commerce, même si ce dernier ne régresse que très peu par rapport au premier trimestre.



## Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs concurrentiels

Poste d'activité du tertiaire marchand	Guadeloupe		Martinique		Guyane		En %
	Évolution	Évolution	Évolution	Évolution	Évolution	Évolution	
	T2 2013 / T1 2013	T2 2013 / T2 2012	T2 2013 / T1 2013	T2 2013 / T2 2012	T2 2013 / T1 2013	T2 2013 / T2 2012	
Commerce	0,4	-2,4	-0,8	-3,2	-0,4	-5,8	
Autres activités de services	-14,1	-10,9	-9,1	-5,2	-14,3	-12,1	
Transport et entreposage	-0,9	-1,4	-0,3	4,6	-1,5	0,0	
Hébergement et restauration	-4,9	-7,1	-6,4	1,4	0,2	2,9	
Information et communication	5,9	8,7	0,5	0,0	-0,8	-2,5	
Activités financières et d'assurance	-2,0	-2,3	-0,4	-3,1	7,8	6,3	
Activités immobilières	4,7	11,5	-0,8	0,8	4,9	7,9	
Activités Scientifiques et techniques (1)							
Services administratifs et de soutien (2)	-1,7	-2,6	0,8	3,3	-1,0	3,2	
<b>Ensemble tertiaire marchand</b>	<b>-2,4</b>	<b>-3,1</b>	<b>-1,8</b>	<b>-0,3</b>	<b>-1,9</b>	<b>-1,5</b>	

(1) Les activités scientifiques et techniques regroupent les activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle, de recherche-développement et d'analyses techniques.

(2) Les activités de services, administratifs et de soutien regroupent principalement les activités d'intérim, les agences de voyages, la location.

Note : l'évolution en glissement annuel rapporte les effectifs du 31 mars 2013 aux effectifs du 31 mars 2012.

L'ensemble n'inclut pas l'agriculture et pêche.

Les évolutions ainsi que le poids du commerce et des services sont calculés par rapport à l'ensemble du secteur tertiaire marchand et non à l'emploi total.

Source : Insee, Épure.

Guy MYSTILLE

Nicolas PRUD'HOMME

## Méthodologie

### Mesurer les évolutions trimestrielles de l'emploi salarié marchand

Les emplois salariés font l'objet de déclarations sous forme de Bordereaux de Recouvrement des Cotisations (BRC). Ces Bordereaux sont adressés par les employeurs aux Unions de Recouvrement de Sécurité Sociale et des Allocations Familiales (Urssaf), puis transmis trimestriellement à l'Insee.

Ils concernent les salariés soumis au régime général de sécurité sociale, à l'exception :

des apprentis dont les cotisations sont prises en charge par l'État ; des emplois domestiques ; des fonctionnaires de l'État.

Sur les données issues des BRC, une chaîne de traitement dite Epure (Extension du Projet Urssaf sur les Revenus et l'Emploi) est utilisée pour les départements Français d'Amérique depuis 2006. Le champ est restreint aux activités les mieux représentées.

Sont exclus du champ Epure : les caisses de congés payés ; les établissements de vente à domicile ; les administrateurs d'immeubles à l'AFPA.

Finalement, le champ étudié « les établissements marchands de l'industrie, de la construction, du commerce et des services » représente 50 % des 300 000 emplois des DFA en fin septembre 2013 (hors emplois domestiques et personnel militaire dépendant du Ministère de la Défense).

Les données brutes ne sont pas désaisonnalisées. Les résultats sont ici présentés selon la nouvelle Nomenclature Agrégée (NA) 2008, regroupement de la nouvelle Nomenclature d'Activités Française (NAF) destiné à l'analyse économique.